l'enseignement postsecondaire, c.-à-d. les établissements et les programmes exigeant au minimum l'immatriculation junior ou l'équivalent comme condition d'admission. Le gouvernement a laissé aux provinces le choix entre une subvention de \$15 par habitant ou le remboursement de 50% du coût de l'enseignement postsecondaire, selon la plus élevée de ces deux sommes. A cette fin, le Parlement a adopté en mars 1967 la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, en vertu de laquelle certains pourcentages des recettes fédérales augmentés des sommes nécessaires devaient être transférés aux provinces par le Trésor fédéral pendant cinq ans à partir de l'année financière 1967-68. On estime que les montants des transferts se sont élevés à 422,3 millions de dollars en 1967-68, 532 millions en 1968-69, 649 millions en 1969-70, 771 millions en 1970-71 et 876 millions en 1971-72. Le programme a été prolongé de deux ans, et d'après les estimations 972 millions de dollars seront transférés aux provinces en 1972-73.

En vertu de la Loi sur la formation professionnelle des adultes le gouvernement fédéral, par l'entremise du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, assume entièrement le financement de la formation des adultes qui font partie ou devraient faire partie de la population active. Le coût de l'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire reste à la charge des provinces, même si ce dernier secteur bénéficie de l'aide fédérale au titre du fonctionnement. Si un conseiller d'un Centre de Main-d'œuvre du Canada estime qu'il est dans l'intérêt de la personne ou de l'économie qu'un adulte suive un cours de formation ou de recyclage, le gouvernement fédéral acquitte les frais de ces cours dans un établissement de formation public ou privé ou dans l'industrie. Le programme prévoit également le versement d'allocations aux personnes dont les programmes de formation ont été établis par un conseiller de la main-d'œuvre. Les montants varient entre \$30 et \$118 par semaine, suivant les responsabilités économiques de la personne.

Le Programme d'aide à l'immobilisation entrepris en 1961 en vertu de la Loi sur la formation technique et professionnelle a été repris par la Loi sur la formation professionnelle des adultes de 1967 qui limitait le montant total payable à chaque province. Il prévoyait une aide aux provinces dans la construction et l'équipement des locaux de formation professionnelle, et au 31 mars 1971 le gouvernement fédéral avait participé pour près de 1.100 millions de dollars aux dépenses des provinces à cet égard. En 1970, pour accélérer la construction des aménagements nécessaires et aider les provinces à régler leurs problèmes de gestion financière, le gouvernement fédéral et les provinces se sont mis d'accord pour hâter la réalisation des phases du programme. Les provinces ont reçu le reste du montant qui leur était destiné en 1970-71 et 1971-72, et cette somme devait être utilisée pour les installations de formation professionnelle avant le 31 mars 1975. En 1971-72, les provinces ont touché au total 76 millions de dollars aux termes du programme accéléré d'abandon et des procédures normales.

En vertu de la Loi canadienne sur les prêts aux étudiants (S.R.C. 1970, chap. S-17), les étudiants à plein temps peuvent emprunter un montant pouvant s'élever à \$1.400 par an jusqu'à concurrence de \$9.800. On ne prélève pas d'intérêts aussi longtemps que la personne est aux études et jusqu'à six mois après qu'elle a terminé. Il est prévu que le montant alloué pourra augmenter chaque année, proportionnellement à l'accroissement des effectifs des établissements postsecondaires. Le but du régime de prêts est de venir en aide aux étudiants que des raisons financières empêcheraient soit de poursuivre leurs études postsecondaires soit d'y consacrer tout leur temps. Les prêts ne sont accordés qu'aux candidats détenant un certificat d'admissibilité décerné par la province participante. Il n'y a pas de limite d'âge. Ce sont les banques à charte qui versent les prêts que l'État garantit et dont il paie les intérêts pendant la durée des études du bénéficiaire. Toutes les provinces adhèrent au régime, sauf le Québec qui possède son propre programme d'aide financière destiné aux étudiants qui résident dans la province.

La Loi prévoit des montants de base pour chaque province ainsi que des sommes supplémentaires destinées à compenser les différences de besoins entre les provinces: ces sommes sont déterminées en fonction de la population provinciale âgée de 18 à 24 ans. Les allocations de base aux provinces participantes ont totalisé 87,3 millions de dollars en 1971-72, et ces dernières pouvaient également disposer de 37,6 millions, ce qui porte à 124,9 millions le montant total autorisé aux termes de la Loi. La valeur des prêts effectivement consentis a été de 91,8 millions. En outre, le gouvernement fédéral a versé en intérêts aux établissements de prêts au titre des prêts non remboursés et pour d'autres dépenses d'exploitation 23,3 millions.